PORTZAMPARC OBLIGATIONS

Prospectus

OPCVM coordonné de droit français relevant de la Directive européenne 2009/65/CE

I - CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES

1. FORME DE L'OPCVM

Dénomination

PORTZAMPARC OBLIGATIONS

Forme juridique et état membre dans lequel L'OPCVM a été constitué

Fonds Commun de Placement (FCP) de droit français.

Date de création et durée d'existence prévue

Ce FCP a été créé le 23 décembre 1983, pour une durée de 99 ans. Il a été agréé par la COB (devenue AMF) le 19 décembre 1983.

Synthèse de l'offre de gestion

Caractéristiques des parts	Code ISIN	Distribution des sommes distribuables	Devise de libellé	Souscripteurs concernés	Souscription Initiale minimale (en euros)	Souscription ultérieure minimale (en euros)
Parts C	FR0007378492	Capitalisation	Euro	Tous souscripteurs	Néant	Néant
Parts D	FR0010420232	Distribution				

Indication du lieu où l'on peut se procurer le dernier rapport annuel et le dernier rapport périodique

Les derniers documents annuels ainsi que la composition des actifs sont adressés dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès de : PORTZAMPARC Gestion - 10, rue Meuris - 44100 Nantes

Le Document d'Information Clé pour l'Investisseur est disponible sur :

- le site de la Banque Populaire Atlantique : www.atlantique.banquepopulaire.fr
- le site de PORTZAMPARC Société de Bourse : www.portzamparc.fr

Toutes informations supplémentaires peuvent être obtenues auprès du :

- Département Ingénierie Patrimoniale et Financière de la Banque Populaire Atlantique.
- Département Clientèle Privée. PORTZAMPARC Société de Bourse.

2. ACTEURS

Société de gestion

PORTZAMPARC Gestion

Société anonyme à Conseil d'administration. Société de gestion de portefeuille, agréée par la Commission des Opérations de Bourse, le 1er juillet 1997, sous le n° GP 97077. Siège social : 10, rue Meuris – 44100 NANTES. Adresse postale : BP 38629 – 44186 NANTES Cedex 4

Dépositaire, conservateur et centralisateur des ordres de souscription et de rachat par délégation de la SDG :

CACEIS BANK France. Forme juridique : société anonyme à conseil d'administration. Etablissement de crédit agréé auprès du CECEI. 1-3 place Valhubert - 75206 PARIS Cedex 13

Les fonctions du dépositaire recouvrent les missions, telles que définies par la Règlementation applicable, de la garde des actifs, de contrôle de la régularité des décisions de la société de gestion et de suivi des flux de liquidités des OPCVM.

Le dépositaire est indépendant de la société de gestion.

La description des fonctions de garde déléguées, la liste des délégataires et sous délégataires de CACEIS Bank France et l'information relative aux conflits d'intérêt susceptibles de résulter de ces délégations sont disponibles sur le site de CACEIS : www.caceis.com.

Commercialisateurs

Réseau d'agences de la Banque Populaire Atlantique S A Coopérative de Banque Populaire à capital variable <i>Siège Social</i> : 1, rue Françoise SAGAN 44800 SAINT HERBLAIN <i>Adresse postale</i> : 1, rue Françoise SAGAN SAINT HERBLAIN 44919 NANTES Cedex 9	PORTZAMPARC Société de Bourse Société anonyme <i>Siège social</i> : 13, rue de la Brasserie 44100 NANTES <i>Agences</i> à PARIS : 100, rue Réaumur – 75002 et à MARSEILLE, 3, place du Général de Gaulle – 13000 <i>Adresse postale</i> : BP 38629 44186 NANTES Cedex 4
--	--

Délégués

Délégation comptable

Caceis Fund Administration

Forme juridique : Société anonyme à conseil d'administration.

Etablissement de crédit agréé auprès du CECEI.

1-3 place Valhubert – 75206 PARIS Cedex 13

Conseillers

Néant

II - MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION

1. CARACTERISTIQUES GENERALES

Caractéristiques des parts

▪ Code ISIN

FR0007378492 Parts C

FR0010420232 Parts D

▪ Nature du droit attaché à la catégorie de parts

Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur l'actif net du FCP, proportionnel au nombre de parts possédées.

L'information sur les modifications affectant le FCP est donnée aux porteurs par tout moyen conformément aux instructions de l'AMF. La gestion du FCP, qui n'est pas dotée de la personnalité morale et pour lequel ont été écartées les règles de l'indivision et des sociétés, est assurée par la Société de gestion qui agit au nom des porteurs et dans leur intérêt exclusif. Dans ce cadre, la Société de gestion exerce le droit de vote attaché aux titres en portefeuille.

▪ Forme des parts

La tenue du passif est assurée par CACEIS BANK France. L'administration des parts est effectuée par EUROCLEAR France.

Les parts sont nominatives ou au porteur.

▪ Droit de vote

Aucun droit de vote n'est attaché aux parts. La gestion du FCP est assurée par la Société de gestion qui agit au nom des porteurs et dans leur intérêt exclusif.

▪ Décimalisation

Les parts C et D sont fractionnées en millièmes, dénommés "fractions de parts".

Date de clôture

Dernier jour de bourse de PARIS du mois de décembre.

Indications sur le régime fiscal

Le régime décrit ci-dessous ne reprend que les principaux points de la fiscalité française applicable aux OPCVM. En cas de doute, le porteur est invité à étudier sa situation fiscale avec un conseiller.

L'OPCVM, en raison de sa neutralité fiscale, n'est pas assujéti à l'impôt sur les sociétés. La fiscalité est appréhendée au niveau du porteur de parts. La situation fiscale des porteurs de parts dépend de nombreux facteurs et varie en fonction de sa qualité de résident ou non, de son statut de personne physique ou morale.

- Les revenus distribués sont soumis à l'impôt sur le revenu pour les personnes physiques, sauf cas particulier de prélèvement libératoire, ou à l'impôt sur les sociétés pour les personnes morales.
- Les plus-values de cessions de valeurs mobilières réalisées par une personne physique ne sont taxées que si le montant annuel des cessions par les membres du foyer fiscal excède un seuil fixé chaque année par la loi de finances. Les plus-values latentes, dégagées par les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés, sont à intégrer dans le résultat imposable selon les modalités fiscales applicables à leur catégorie.

- Les dividendes perçus par un porteur non-résident, sont soumis à une retenue à la source sous réserve de l'existence de convention fiscale internationale.

2. DISPOSITIONS PARTICULIERES

Classification

Obligations et autres titres de créances libellés en Euro

Objectif de gestion

L'objectif de PORTZAMPARC OBLIGATIONS est d'obtenir une performance égale à celle de l'indice Euro MTS 3-5, diminuée des frais de gestion.

Indicateur de référence : Euro MTS 3-5

La gestion du FCP s'appuyant principalement sur des maturités intermédiaires de la zone Euro, un indice de référence intégrant ces mêmes maturités a été choisi. L'indicateur de référence retenu est l'indice Euro MTS 3-5.

L'indice Euro MTS 3-5 est l'indice représentatif de la performance des obligations d'Etat de la zone euro de maturité comprise entre 3 et 5 ans (www.euromtsindex.com), coupons réinvestis.

Les indices obligataires Euro MTS sont basés sur des prix cotés diffusés en temps réel, issus de la plate-forme de négociation MTS.

Stratégie d'investissement

La gestion de PORTZAMPARC OBLIGATIONS suit un processus de gestion financière « top down » (études des critères macroéconomiques puis sélection des valeurs) et les règles d'exposition au risque de taux et de crédit définies par la Société de gestion.

Un comité de gestion mensuel détermine les principales allocations d'actifs basées sur le scénario retenu à partir des différents éléments (indicateurs économiques, politiques monétaires...) présentés.

Les stratégies utilisées par le gérant de PORTZAMPARC OBLIGATIONS suivent 3 axes principaux :

- **stratégies liées aux niveaux absolus des taux** : retenir l'exposition la plus adaptée au scénario macroéconomique envisagé conformément aux décisions du comité de gestion.
- **stratégies liées à la structure de la courbe des taux** :
 - sélectionner les zones de la courbe des taux euro présentant le potentiel le plus élevé,
 - déterminer une allocation en titres à taux variable de type obligataire
- **stratégies liées au risque de crédit** : sélectionner les émetteurs ou les émissions présentant des perspectives attractives au regard de la qualité de signature

Le FCP pourra, dans un but de dynamisation, avoir recours à des OPCVM investis en obligations convertibles, dans la limite de 10 % de l'actif net.

Les actifs utilisés

Actifs (hors dérivés intégrés)

▪ Actions

Aucun investissement ne sera réalisé en actions.

▪ Titres de créances et instruments du marché monétaire

Le fonds sera investi principalement en obligations à taux fixe, en obligations à taux variable monétaire et obligataire, en obligations indexées sur l'inflation. Il pourra aussi détenir des Titres de Créances Négociables émis à taux fixe ou à taux variable. Pour les titres émis à taux fixe, la durée sera inférieure à 15 ans. Le portefeuille est, en majorité, investi sur la dette émise ou garantie par l'Etat Français.

L'actif du fonds pourra aussi contenir des émetteurs dont les notations Court Terme et Long Terme sont respectivement supérieures ou égales à A2/P2 et BBB-/Baa3 (Standard and Poor's et Moody's) ou équivalent selon analyse de la société de gestion. La société de gestion ne recourt pas à ces notations de manière mécanique ou exclusive mais privilégie sa propre analyse crédit pour évaluer la qualité de crédit de ces actifs et décider de la dégradation éventuelle de la note.

▪ Actions et parts d'autres OPCVM ou fonds d'investissement

L'OPCVM ne pourra pas investir plus de 10 % de son actif en parts ou actions d'OPCVM/FIA français ou OPCVM européens relevant de la directive 2009/65/CE, les OPC investis en obligations convertibles ne pouvant dépasser 10 % de l'actif net. Dans cette même limite de 10 %, l'OPCVM pourra également détenir des parts ou actions d'autres OPC gérés par la Société de gestion ou des sociétés juridiquement liées. Les FIA respectent les 4 critères de l'article R. 214-13 du Code Monétaire et Financier.

▪ Instruments dérivés

Le fonds pourra avoir recours à des instruments dérivés négociés sur des marchés réglementés, organisés ou de gré à gré, dans la limite d'une fois l'actif. Dans le cas d'instruments négociés de gré à gré, les contreparties seront exclusivement des établissements de crédit de l'OCDE.

Le Gérant ne pourra intervenir que sur le risque de taux.

L'utilisation d'instruments dérivés sera effectuée en vue de réaliser l'objectif de gestion par la couverture ou l'exposition au risque de taux.

Le FCP pourra recourir aux instruments suivants :

- Contrats à terme sur taux
- Swaps de taux et d'indices.

▪ Titres intégrant des dérivés

Le FCP pourra, en vue de réaliser son objectif de gestion, recourir à des instruments intégrant des dérivés en exposition au risque de taux et/ou action (obligation reverse convertible) dans la limite de 5% de l'actif.

▪ Dépôts

Le FCP pourra réaliser des dépôts au sens du Décret n°2005-1007 modifié dans la limite de 20 % de son actif, afin d'optimiser la gestion de sa trésorerie.

▪ Emprunts d'espèces

Le FCP pourra emprunter des espèces dans la limite de 5 % de son actif net, afin d'optimiser la gestion de sa trésorerie.

▪ Opérations d'acquisitions temporaires de titres

Néant

▪ Contrats constituant des garanties financières

Néant

Profil de risque

Le FCP sera principalement investi dans des titres de créance et instruments financiers sélectionnés par le Gérant dans le cadre des stratégies d'investissement décrites au paragraphe précédent. Ces instruments sont soumis aux divers évolutions et aléas inhérents aux marchés financiers.

▪ Risque de taux

(sensibilité de l'évolution de la valeur liquidative aux évolutions des marchés de taux)

Le risque de taux correspond au risque lié à une remontée des taux des marchés obligataires et/ou monétaires, qui provoque une baisse des cours des Titres de créances à taux fixe et, par conséquent, une baisse de la valeur liquidative de l'OPCVM. L'OPCVM est géré à l'intérieur d'une fourchette de sensibilité de 1 à 6.

▪ Risque de crédit

(sensibilité de l'évolution de la valeur liquidative aux évolutions des marges émetteurs ou « spreads » de crédit)

Il représente le risque éventuel de dégradation de la signature de l'émetteur qui aura un impact négatif sur la valeur du titre et donc sur la valeur liquidative de l'OPCVM.

L'exposition au risque crédit est modérée, le fonds n'investissant pas dans des titres de créances d'émetteurs notés en dessous de BBB- (Source S&P) et Baa3 (Source Moody's) ou équivalent selon analyse de la société de gestion. Par ailleurs, le fonds ne doit pas investir plus de 10 % de son Actif Net dans des titres d'émetteurs ayant une notation inférieure à A- (Source S&P) ou A3 (Source Moody's) ou équivalent selon analyse de la société de gestion. Toutefois, Il pourra à titre accessoire être exposé indirectement sur des émetteurs notés dans une catégorie spéculative par l'intermédiaire d'OPCVM « haut rendement ».

▪ Risque d'inflation

(sensibilité à l'évolution des prix)

Une partie du portefeuille peut être investie en titres indexés sur l'inflation. La valeur des titres indexés sur l'inflation évolue notamment en fonction de l'inflation anticipée.

▪ Risque d'actions

(sensibilité de l'évolution de la valeur liquidative aux évolutions des marchés actions)

Le fonds ne sera pas directement exposé aux marchés actions mais pourra l'être à titre accessoire par l'utilisation d'OPCVM investis en obligations convertibles ou de titres intégrant des dérivés.

Garantie (ou protection)

Néant

Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type

Le FCP est tous souscripteurs. Il s'adresse à des souscripteurs intéressés par un investissement de durée moyenne, réalisé principalement sur le marché des titres de créance et dont l'objectif est d'offrir une rémunération en rapport avec l'évolution de l'indice obligataire Euro MTS 3-5.

La durée minimum de placement recommandée est de 2 ans.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans le FCP dépend du niveau de risque que l'investisseur souhaite prendre. Ce montant dépend également de paramètres inhérents au porteur, notamment sa situation patrimoniale. Aussi il est recommandé de contacter son conseiller habituel pour avoir une information plus adaptée à sa situation personnelle.

Modalités de détermination et d'affectation des sommes distribuables

FCP de capitalisation "Parts C" et de distribution "Parts D". Comptabilisation selon la méthode des coupons encaissés.

Fréquence de distribution

Non applicable sur les Parts C. Pour les porteurs de Parts D, une distribution trimestrielle est réalisée sous forme d'un premier acompte en juillet, puis en octobre et janvier ; le coupon est versé en avril.

Caractéristiques des parts

Caractéristiques des parts	Code ISIN	Distribution des sommes distribuables	Devise de libellé	Fractionnement des parts	Souscripteurs concernés	Souscription minimale (en euros)
Parts C	FR0007378492	Capitalisation	Euro	Millièmes	Tous souscripteurs	Néant
Parts D	FR0010420232	Distribution				

Modalités et conditions de souscription et de rachat

Les demandes de souscription et de rachat sont reçues à tout moment auprès de Caceis Bank France et centralisées chaque jour d'ouverture d'EURONEXT- PARIS (hors jours fériés légaux en France) à 11 heures 30. Elles sont exécutées à cours inconnu.

Les demandes de souscription et de rachat parvenant au Dépositaire au plus tard à 11 heures 30 sont réalisées sur la base du prix d'émission ou de rachat calculé suivant les cours du jour. Dans le cas contraire, elles sont exécutées sur la base de la valeur liquidative établie à partir des cours du jour suivant.

Des fractions de parts peuvent être acquises ou cédées par millièmes.

Les investisseurs entendant souscrire des parts, et les porteurs désirant procéder aux rachats des parts sont invités à se renseigner directement auprès de leur établissement commercialisateur habituel, sur l'heure limite de prise en compte de leur demande de souscription ou de rachat, cette dernière pouvant être antérieure à l'heure de centralisation mentionnée ci-dessus.

▪ Minimum de souscription

Néant

▪ Périodicité de calcul de la valeur liquidative

Le calcul de la valeur liquidative est effectué chaque jour d'ouverture d'EURONEXT- PARIS, hors jours fériés légaux en France.

La valeur liquidative est disponible auprès

de la Société de gestion PORTZAMPARC Gestion 10, rue Meuris 44100 NANTES	des guichets de la Banque Populaire Atlantique
---	---

Frais et Commissions

▪ Commissions de souscription et de rachat

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises à l'OPCVM servent à compenser les frais supportés par l'OPCVM pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la Société de gestion, au commercialisateur, etc.

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux
Commission de souscription non acquise à l'OPCVM	valeur liquidative X nb de parts	Taux maximum 1,00 %
Commission de souscription acquise à l'OPCVM	valeur liquidative X nb de parts	Néant
Commission de rachat non acquise à l'OPCVM	valeur liquidative X nb de parts	Néant
Commission de rachat acquise à l'OPCVM	valeur liquidative X nb de parts	Néant

▪ Les frais de fonctionnement et de gestion

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transactions incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc..) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le Dépositaire et la Société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées à l'OPCVM ;
- des commissions de mouvement facturées à l'OPCVM.

Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPCVM, se reporter à la partie statistique du Document d'Information Clé pour l'Investisseur.

Frais facturés au FCP	Assiette	Taux maximum TTC
Frais de gestion et Frais de gestion externes à la société de gestion (Cac, dépositaire, distribution, avocats)	Actif net	1,30%
Frais indirects maximum	Actif net (le FCP n'a pas vocation à investir la totalité de son actif net en OPC avant le 31/12/2020)	1.00%
Commissions de mouvement	Montant de chaque transaction	néant
Commission de surperformance	Actif net	néant

Description de la procédure du choix des intermédiaires :

Le Gérant du fonds dispose d'une liste d'intermédiaires autorisés. Chaque année, la Société de gestion se prononce sur l'inclusion motivée éventuelle de nouveaux intermédiaires et l'exclusion de certains autres.

III - INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL

Diffusion des informations concernant l'OPCVM

Les documents annuels et périodiques de l'OPCVM peuvent être adressés, dans un délai d'une semaine, aux porteurs qui en font la demande écrite auprès de : PORTZAMPARC Gestion - 10, rue Meuris - 44100 NANTES

Les informations relatives à la prise en compte par le FCP des critères sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance dans sa politique d'investissement sont consultables sur le site internet de la Société de Gestion à l'adresse www.portzamparc.fr et dans le Rapport Annuel du FCP.

Informations en cas de modifications

Les porteurs sont informés des modifications de fonctionnement du FCP, soit individuellement, soit par voie de presse, soit par tout autre moyen conformément à l'Instruction du 25 janvier 2005.

Informations disponibles auprès de l'AMF

Le site de l'Autorité des Marchés Financiers www.amf-france.org contient des informations complémentaires sur la liste des documents réglementaires et l'ensemble des dispositions relatives à la protection des investisseurs.

IV - RÈGLES D'INVESTISSEMENT ET RATIOS RÉGLEMENTAIRES

Les règles d'investissement du FCP sont conformes à la réglementation en vigueur applicable aux OPCVM investissant moins de 10% en parts ou actions d'OPC.

La méthode de calcul utilisée pour le calcul du ratio du risque global est la méthode de calcul de l'engagement telle que définie par l'instruction 2011-15 du RGAMF.

V - RÈGLES D'ÉVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

L'OPCVM se conforme aux règles comptables prescrites par la réglementation en vigueur et, notamment au plan comptable OPCVM.

La devise de comptabilité est l'Euro.

L'OPCVM respecte les principes de continuité d'exploitation et d'indépendance des exercices.

1. RÈGLES D'ÉVALUATION DES ACTIFS

Instruments Financiers

Les valeurs mobilières et les opérations à terme fermes ou conditionnelles détenues en portefeuille sont estimées de la façon suivante :

Les valeurs françaises

Les valeurs françaises sont valorisées sur la base du dernier cours (coupon couru inclus pour les obligations).

Les valeurs étrangères

Les valeurs étrangères cotées et déposées à PARIS sont valorisées sur la base du dernier cours (coupon couru inclus pour les obligations).

Les valeurs étrangères non cotées et non déposées à PARIS sont valorisées sur la base du dernier cours connu (coupon couru inclus pour les obligations).

Les OPC

Ils sont valorisés à la dernière valeur liquidative connue.

Les titres de créances négociables

- au prix du marché pour ceux qui font l'objet de transactions significatives (l'évaluation des Bons du Trésor s'effectue sur la base des taux publiés quotidiennement par la Banque de France)
- par application d'un taux de référence majoré ou minoré le cas échéant d'une marge représentative des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur pour les autres :
 - durée supérieure à 3 mois inférieure ou égale à 1 an : EURIBOR
 - durée supérieure à 1 an inférieure ou égale à 5 ans : BTAN
 - durée supérieure à 5 ans : OAT
- de façon linéaire pour ceux à taux variable ou d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sauf sensibilité particulière nécessitant une valorisation au prix de marché.

Dans le cas d'une créance évaluée au prix de marché dont la durée de vie résiduelle devient inférieure ou égale à 3 mois le dernier taux retenu sera figé jusqu'à la date de remboursement final, sauf sensibilité particulière nécessitant une valorisation au prix de marché. (voir paragraphe précédent).

Opérations à terme fermes et conditionnelles

Les opérations sur les marchés à terme fermes : sur la base du cours de compensation

Les opérations sur les marchés à terme conditionnelles : sur la base du cours de compensation

Les opérations de change à terme : les changes à terme sont valorisés en tenant compte de l'amortissement du report/déport

Les swaps

Sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence majoré ou minoré le cas échéant d'une marge.

Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté

Le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évalués, sous la responsabilité de la Société de gestion à leur valeur probable de négociation. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.

Engagements hors bilan : Les engagements hors bilan sont évalués de la façon suivante :

▪ Engagements sur marchés à terme fermes

- Futures : Engagement = cours de compensation x nominal du contrat x quantités
- Swaps – CAP – FLOOR : Engagement = montant notionnel

▪ Engagements sur marchés à terme conditionnels

L'engagement est égal à la traduction de l'option en équivalent sous-jacent par l'application d'un delta.

L'engagement correspond au résultat suivant : (quantité x delta) x quotité x cours de bourse du sous-jacent (ou nominal du contrat).

2. METHODES DE COMPTABILISATION

Les entrées en portefeuilles sont comptabilisées à leur prix d'acquisition frais inclus et les sorties à leur prix de cession frais inclus.

Les frais afférents aux négociations se trouvent donc intégrés dans les plus ou moins values réalisées, ainsi que dans la différence d'estimation du portefeuille.

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode des produits encaissés.

VI - RÉMUNÉRATION

La politique de rémunération de Portzamparc Gestion vise à faire de la rémunération un levier efficace de motivation de ses collaborateurs, tout en évitant les conflits d'intérêts potentiels, en vue de protéger sa réputation et préserver l'intérêt de ses clients ou investisseurs.

Le dispositif s'applique à tous les collaborateurs de la société de gestion, quelque soient leurs métiers et statuts, y compris les collaborateurs de la société de bourse intervenant dans le cadre d'une convention de prestation de service (Conformité, Risques et Contrôle Permanent, Juridique, Finances et IT/Moyens Généraux).

Compte tenu de sa taille, et par application du principe de proportionnalité, Portzamparc Gestion n'a pas opté pour la constitution d'un Comité de rémunération ad-hoc : la gouvernance de Portzamparc Gestion en matière de rémunération est assurée directement par son conseil d'administration.

Le Conseil d'administration arrête les principes de la politique de rémunération applicables. Il s'assure que les dispositifs de contrôle interne permettent de vérifier que ces principes sont conformes à la réglementation et aux normes professionnelles et sont en adéquation avec les objectifs de maîtrise des risques. Le Conseil procède à une revue annuelle de la politique de rémunération.

Plus d'informations sur la Politique de rémunération de Portzamparc Gestion sont disponibles www.portzamparc.fr.

Date de publication du Prospectus : 5 octobre 2016

REGLEMENT DU FONDS COMMUN DE PLACEMENT PORTZAMPARC OBLIGATIONS

mis à jour en octobre 2016

TITRE I - ACTIF ET PARTS

Article 1 – Parts de copropriété

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du FCP. Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du FCP, proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du FCP est de 99 ans, à compter du 23 décembre 1983, sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

Le FCP Portzamparc Obligations propose aux souscripteurs deux catégories de parts : C « Capitalisation » et D « Distribution ».

Les caractéristiques de ces différentes catégories de parts et leurs conditions d'accès sont précisées dans le Prospectus simplifié et la Note détaillée du FCP.

Les parts pourront être fractionnées, sur décision de la Société de gestion, en dix millièmes, dénommées fractions de parts.

Le Conseil d'Administration de la Société de gestion peut, sur ses seules décisions, procéder à la division des parts par la création de parts nouvelles qui sont attribuées aux porteurs en échange des parts anciennes.

Article 2 – Montant minimal de l'actif

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du FCP devient inférieur à 300 000 € ; dans ce cas, et sauf si l'actif redevient entre temps supérieur à ce montant, la Société de gestion prend les dispositions nécessaires pour procéder, dans le délai de 30 jours, à la fusion ou à la dissolution du FCP.

Article 3 – Emission et rachat des parts

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Les parts de fonds commun de placement peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport de valeurs mobilières. La société de gestion de portefeuille a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du fonds lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursés en titres. Ils sont réglés par le teneur de compte émetteur dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le fonds, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilé(e) à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus.

En application de l'article L. 214-8-7 du code monétaire et financier, le rachat par le FCP de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion de portefeuille, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Lorsque l'actif net du FCP est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué.

Le FCP cessera d'émettre des parts en application de l'article L.214-8-7 second alinéa du code monétaire et financier à l'expiration d'une période de souscription déterminée, précisée dans le prospectus de l'OPCVM.

Article 4 – Calcul de la valeur liquidative

Le calcul de la valeur liquidative des parts est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans la Note détaillée du Prospectus.

TITRE II - FONCTIONNEMENT DU FONDS

Article 5 – La Société de gestion

La gestion du fonds est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le fonds.

La société de gestion agit en toutes circonstances pour dans l'intérêt exclusif des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le fonds.

Article 5 bis – Règles de fonctionnement

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif du FCP ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans la Note détaillée du Prospectus.

Article 6 – Le Dépositaire

Le dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement par la société de gestion confiées. Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion de portefeuille. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la société de gestion, il en informe l'Autorité des marchés financiers.

Article 7 – Le Commissaire aux comptes

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des marchés financiers, par l'organe de gouvernance de la société de gestion.

Il certifie la régularité et la sincérité des comptes.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Le commissaire aux comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'Autorité des marchés financiers tout fait ou toute décision concernant l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

- 1° A constituer une violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables à cet organisme et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;
- 2° A porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;
- 3° A entraîner l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport en nature sous sa responsabilité.

Il contrôle la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Article 8 – Les comptes et le rapport de gestion

A la clôture de chaque exercice, la Société de gestion, établit les documents de synthèse et établit un rapport sur la gestion du FCP, pendant l'exercice écoulé.

L'inventaire est certifié par le Dépositaire et l'ensemble des documents ci-dessus est contrôlé par le Commissaire aux comptes.

La Société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les 4 mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont, soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la Société de gestion.

TITRE III - MODALITES D'AFFECTATION DES RESULTATS

Article 9 – Affectation des résultats

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence, plus-values nettes ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du FCP, majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables sont égales au résultat net de l'exercice augmenté des reports à nouveau et majoré ou diminué du solde des comptes de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos.

Pour les parts C et D, le FCP applique de la façon suivante les répartitions de résultats:

- C : capitalisation : les sommes distribuables sont intégralement capitalisées à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la Loi.
- D : distribution : les revenus peuvent faire l'objet d'une distribution et/ou d'un report et/ou d'un acompte. Les plus-values peuvent faire l'objet d'un report et/ou d'une capitalisation. Les sommes distribuables seront intégralement distribuées, aux arrondis près, au cours de l'exercice suivant leur constatation, avec possibilité de distribuer des acomptes.

TITRE IV – FUSION, SCISSION, DISSOLUTION, LIQUIDATION

Article 10 – Fusion – Scission

La Société de gestion peut, soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le FCP à un autre OPCVM qu'elle gère, soit scinder le FCP en deux ou plusieurs autres FCP dont elle assurera la gestion.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'un mois après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

Article 11 – Dissolution – Prorogation

Si les actifs du FCP demeurent inférieurs, pendant 30 jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la Société de gestion en informe l'Autorité des Marchés Financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre FCP, à la dissolution du FCP.

La Société de gestion peut dissoudre par anticipation le FCP; elle informe les porteurs de parts de sa décision et, à partir de cette date, les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La Société de gestion procède également à la dissolution du FCP en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du Dépositaire, lorsque aucun autre Dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du FCP, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La Société de gestion informe l'Autorité des Marchés Financiers, par courrier, de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des Marchés Financiers le rapport du Commissaire aux comptes.

La prorogation du FCP peut être décidée par la Société de gestion en accord avec le Dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le FCP et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des Marchés Financiers.

Article 12 – Liquidation

En cas de dissolution, la Société de gestion ou, le cas échéant le Dépositaire avec son accord, est chargée des opérations de liquidation. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts, en numéraire ou en valeurs.

Le Commissaire aux comptes et le Dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

TITRE V - CONTESTATION

Article 13 – Compétence – Election de domicile

Toutes contestations relatives au FCP, qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la Société de gestion ou le Dépositaire, sont soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.